

**L'influence des analyses théoriques de la conflictualité d'après-guerre froide dans la  
« construction de la paix »**

**L'exemple des conflits de la région du fleuve Mano<sup>ii</sup>**

**ABOUT THIS PAPER :**

*L'apparition de nouvelles formes de violence suite à la fin de la guerre froide a engendré une rupture dans la pensée stratégique et dans l'étude de la conflictualité. Les guerres de la région du fleuve Mano, en particulier, sont apparues aux yeux des observateurs occidentaux comme des exemples paradigmatiques d'une nouvelle forme de barbarie, irrationnelle et irrésoluble. Parallèlement, le développement de nouvelles missions de la paix dans les années quatre-vingt dix allait consacrer le développement d'un modèle libéral de 'construction de la paix', peu enclin à considérer les spécificités locales des sociétés post-conflit. A travers l'étude de la formation d'un discours dominant relatif aux conflits libériens et sierra léonais, l'auteur remet en cause ce modèle et tente de déterminer quelle influence peuvent avoir les analyses théoriques sur la prise de décision et sur les pratiques post-conflit, afin de favoriser une meilleure prise en compte du contexte historique et culturel des sociétés en reconstruction par les missions de paix.*

La fin de l'affrontement idéologique entre les deux blocs donna naissance à une nouvelle vague d'optimisme, présente à la fois dans les discours politiques et dans les écrits universitaires. Au début des années quatre-vingt dix, le Président des Etats-Unis annonçait l'avènement d'un 'Nouvel Ordre Mondial', plus juste, plus libre et plus sûr (Bush, 1990), peu après que Francis Fukuyama (1989) ait évoqué la 'fin de l'histoire', la progression de l'histoire humaine étant censée toucher à sa fin avec le consensus sur la démocratie libérale.

Mais confrontée à la multiplication des 'guerres fauves' (Glucksman 1994), 'moléculaires' (Ezensberger 1995), et autres conflits 'barbares', cette idée de 'victoire de la « paix » sur la « guerre »' (Bigo 1998) ne pouvait perdurer. La fin de la guerre froide allait ainsi provoquer une rupture dans la pensée stratégique, ainsi qu'un regain d'intérêt pour les 'vraies guerres', qui, de 'périphériques', passèrent au centre de l'analyse. Conflictualité post-bipolaire, 'guerres de ressources' (*resource wars*), 'épuisement du modèle westphalien' (Bigo 1998), les effets de la fin de la guerre froide sur les conflits, entraînaient un 'renouveau théorique des études sur la guerre' et, dès lors, 'un nouveau paradigme de la violence' (Bigo 1998). Exemples paradigmatiques des 'nouveaux conflits', le Liberia et la Sierra Leone ont donné lieu à une littérature abondante et innovante, tant sur les 'nouveaux barbares' et les 'Etats faillis' que sur les 'guerres de ressources'.

La conjugaison de nouvelles menaces et de nouvelles opportunités allait également engendrer une multiplication des missions de maintien de la paix dans les années quatre-vingt-dix, et

l'adoption d'un nouveau paradigme, basé sur une stratégie unique de consolidation de la paix, la libéralisation économique et politique des sociétés post-conflit (Paris 2004). Reprenant et développant l'idée kantienne de *Paix perpétuelle* selon laquelle les Etats à 'constitutions républicaines' ne se font pas la guerre, cet 'internationalisme libéral' (Paris 1997) devait ainsi permettre de mettre un terme à la conflictualité au niveau international comme le défendait Kant, mais aussi sur le plan interne, notamment grâce au développement d'une 'culture démocratique' se manifestant par le vote, la négociation et la médiation (Rummel 1995). La transformation des sociétés selon des principes libéraux soulève aujourd'hui des critiques de plus en plus nombreuses sur le plan théorique, notamment quant à l'incapacité des acteurs impliqués dans la 'construction de la paix' à comprendre les 'causes profondes' des différents conflits, et, partant, de leur incapacité à s'adapter aux spécificités locales des sociétés dans lesquelles ils interviennent. Ce qui constitue l'une des raisons majeures de la multiplication des échecs de ces missions de rétablissement de la paix.

Pour autant, le lien entre les nouvelles productions théoriques et ces nouvelles pratiques nées de la fin de l'affrontement bipolaire n'a jamais été réellement étudié. Or décideurs et praticiens ne peuvent développer de solutions viables à un problème sans en connaître les spécificités (Haas 1992). Avant de tenter de résoudre un conflit, il faut le comprendre. Il est donc nécessaire de s'intéresser à la façon dont ces acteurs façonnent leur compréhension du monde, et donc, au rôle joué par ces analyses théoriques dans leurs perceptions. On tentera ainsi, à travers l'étude des conflits libériens et sierra léonais, de répondre à la question plus large de l'influence des analyses théoriques sur les décisions et pratiques des organisations internationales et des grandes puissances occidentales.

Nous nous intéresserons tout d'abord à la sociologie du *framing*, c'est-à-dire à la façon dont certains acteurs participent à la définition de l'agenda international, afin de montrer le rôle de relais des analyses théoriques joué par ces mêmes acteurs. Nous étudierons pour cela le rôle des médias, des organisations de défense des droits de l'homme et de l'organisation International Crisis Group (ICG) dans les conflits de la région du fleuve Mano. Nous verrons par la suite l'influence des analyses théoriques sur la prise de décision, ainsi que sur les pratiques de la reconstruction post-conflit au Libéria et en Sierra Leone.

## **DISCOURS DOMINANT ET VECTEURS DE SAVOIR : LA FORMATION DE L'AGENDA DANS LA REGION DU FLEUVE MANO**

La formation d'une lecture spécifique d'un conflit provient d'un va-et-vient permanent entre théorie, expertise et terrain (Châtaigner 2007 ; Leboeuf 2007). Le discours dominant relatif aux conflits ouest africains est ainsi né de la conjonction de plusieurs types de discours, tenus par des acteurs différents, et opérant donc selon des modalités différentes. La sociologie du *framing*, définie comme le rôle joué par certains acteurs spécifiques dans la définition de l'agenda international, est particulièrement éclairante dans les cas du Liberia et de la Sierra Leone dans la mesure où ces acteurs ont parfois servi de relais aux analyses théoriques auprès des décideurs politiques et des praticiens sur le terrain.

A ce titre, l'étude du discours des médias, des organisations de défense des droits de l'homme et de l'organisation d'expertise ICG se révèle particulièrement intéressante en ce qui concerne le Liberia et la Sierra Leone, car elle permet de dévoiler les schémas de pensée de ces acteurs

et les influences théoriques qui guident leurs activités—que celles-ci soient explicites ou non—tout en mettant en lumière la singularité de leurs approches.

## MEDIAS ET DISCOURS DOMINANT

Les journalistes jouent généralement un rôle majeur dans la formation d'un discours dominant sur un conflit donné. Les médias influencent notamment le lieu, l'échelle et la durée de l'action humanitaire (Minear et al 1996). De par des contraintes de temps et de moyens, ils ont également tendance à schématiser les facteurs d'explication, de manière à les rendre plus intelligibles au grand public. Il est cependant très compliqué de mesurer l'impact de l'activité médiatique sur les actions de terrain, que ces actions soient menées par des agences nationales, des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales (ONG). Il est également très difficile de déterminer une relation de causalité entre couverture médiatique et intervention de la communauté internationale, et encore plus le sens de cette éventuelle causalité. Il est donc quasiment impossible de déterminer l'influence des théories sur les médias—ou l'inverse— en ce qui concerne l'analyse des conflits ouest africains.

On ne peut néanmoins ignorer le rôle joué par les médias dans la large diffusion des 'théories de l'anarchie et du chaos' (Richards 1996), symbole des représentations occidentales de la violence en Afrique et plus spécifiquement dans la région du fleuve Mano. En effet, comme l'affirme Didier Bigo :

Ces thèses ont en effet été 'largement popularisées au-delà de la sphère universitaire et constituent la manière dont le débat est présenté par les hommes politiques et les journalistes. Il est impossible de les ignorer. Elles prédominent non seulement en termes de publications mais aussi en termes d'influence sur les conduites politico diplomatiques (1998).

Les reportages consacrés à l'Afrique de l'Ouest ont ainsi participé à l'élaboration d'un discours extrêmement pessimiste sur la région, symbolisé par l'essai très controversé de Robert Kaplan (1994), *The Coming Anarchy*. Celui-ci a consacré l'idée d'une anarchie régnant en Afrique de l'Ouest, présente depuis les débuts de la guerre du Liberia. Kaplan assimile les 'nouvelles guerres' à un nouveau type de barbarisme, particulièrement prégnant en Afrique de l'Ouest, et plus spécialement en Sierra Leone. Il se situe en continuité de la mouvance des auteurs néomédiévalistes tels que Van Creveld (1991), et considère ainsi que seules les guerres pre-westphaliennes—antérieures à l'émergence des Etats nations organisés—permettent de comprendre les conflits d'Afrique de l'Ouest, qu'il considère apolitiques.

A l'instar de la Sierra Leone, le 'monde sous-développé' connaîtrait un flétrissement des autorités centrales, la croissance des haines tribales, et la propagation incontrôlée de la maladie. Pour Kaplan, Thomas Malthus est donc le 'prophète' d'un continent africain marqué par la rareté environnementale, les chocs culturels et raciaux, et la transformation de la guerre. Peu au fait du terrain, Kaplan voit l'avenir de la planète comme 'une représentation du chaos en mutation permanente (1994).'

Si ce type d'auteur est régulièrement critiqué par les universitaires, en raison du sensationnalisme et de la superficialité de l'analyse, il n'en reste pas moins que ces thèses ont été particulièrement influentes, à la fois dans l'opinion et dans certains cercles décisionnels.

La fascination des journalistes pour l'accoutrement des combattants au Liberia—le port de perruques tout particulièrement—a ainsi popularisé l'idée d'un conflit irrationnel, délivrant le message implicite qu'il fallait laisser les populations locales se débrouiller toutes seules au Liberia et en Sierra Leone (Ellis 2007).

Les auteurs des reportages consacrés à cette région ne sont donc que très rarement allés au-delà de la dénonciation d'une violence dont la rationalité leur échappait. La recherche de 'mercenaires coupant des mains' à la suite de 'l'affaire Sandline'<sup>iii</sup> est d'ailleurs symptomatique de la démarche de journalistes avides d'images chocs arrivant dans les pays en conflit forts de leurs représentations mentales (Ellis 2007). Ferme et Hoffman montrent d'autre part que la diffusion d'un discours sur les droits de l'homme par les canaux d'information opérant dans la région—médias internationaux, représentants des Nations Unies et ONG—a eu une influence sur les comportements des combattants (en particulier les milices *kamajor*), et ainsi créé les conditions d'une application sélective de ce discours par certains belligérants persuadés de tirer des bénéfices proportionnels à aux atrocités commises lors des processus de paix (2002).

Faute de temps et de capacités, les 'causes profondes' de ces conflits, trop compliquées à présenter de manière intelligible dans un espace de temps réduit (Minear et al 1996) n'ont donc reçu qu'une attention très réduite. En l'absence de facteurs d'explication simples, la complexité des conflits de la rivière du fleuve Mano a ensuite été schématisée et résumée à l'avidité de combattants luttant pour le contrôle des diamants de la région.

#### LE ROLE DES ONG DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

A partir de 1998, 'l'image d'un luxe obscène' dénonçant le commerce de diamants va être véhiculée par des ONG pour la plupart anglo-saxonnes—avec Global Witness et Partnership Africa Canada aux avant-postes—grâce à un 'lobbying habile, efficace et culpabilisant' (Rozès 2003). C'est cette image qui, conceptualisée et popularisée donnera naissance aux 'diamants du sang'—ou 'diamants du conflit'—, définis comme 'les diamants [provenant] de zones sous contrôle de forces qui s'opposent à des gouvernements élus ou reconnus internationalement' (Rozès 2003). Cette campagne, mobilisant à la fois des Etats, des ONG et les principaux représentants de l'industrie du diamant, a ainsi constitué une campagne 'globalisée' telle que définie par Philippe Ryfman, avec l'objectif 'd'influer sur la prise de décision comme sur les politiques publiques mises en œuvre par des Etats ; ou encore de créer un rapport de force nouveau vis-à-vis de grandes entreprises privées comme d'Organisations Internationales' (Ryfman 2004).

Le 'Système de certification du processus de Kimberley', plus communément appelé le processus de Kimberley, constitue l'élément le plus évident de l'influence de cette campagne. Né en réaction à l'impression largement partagée que ces conflits étaient interminables, celui-ci avait pour objectif 'd'assécher les fonds des seigneurs de la guerre,' (Kaldor 2003) et par là même de mettre un terme aux 'guerres de ressources' en Angola et en Sierra Leone.

Le concept de 'diamants de sang,' s'il est précisément défini, est cependant loin d'être neutre. Il vise en effet uniquement l'implication des mouvements rebelles dans l'exploitation du diamant, dans la mesure où il désigne 'les diamants [provenant] de zones sous contrôle de forces qui s'opposent à des gouvernements élus ou reconnus internationalement,' alors même

que la quasi-totalité des protagonistes bénéficiaient de ce trafic. Le but de cette campagne n'était donc pas de boycotter l'industrie du diamant, mais bien de lutter contre les conditions de perduration du conflit, l'exploitation du diamant permettant aux mouvements rebelles de financer l'achat d'armement (World Bank 2003). La stigmatisation du RUF est d'ailleurs notable jusque dans les liens de causalité établis entre diamants et destruction ou diamants et atrocités, typiques des auteurs pour lesquels l'appât du gain est la principale variable explicative de l'éclatement des conflits (*the resource curse*).

Constatant le succès de cette campagne, Reno explique d'autre part que les modifications d'attitudes internationales envers les conflits prédateurs—consécutives au lobbying des ONG de défense des droits de l'homme—ont rendu l'accession au pouvoir plus difficile pour les mouvements rebelles, alors que Charles Taylor avait pu y parvenir grâce à l'exploitation des diamants et des autres ressources commerciales de la région (2002).

Or la définition des ressources de conflit donnée par Global Witness est censée permettre à la communauté internationale de distinguer l'usage légitime des ressources dans le financement du conflit, de l'usage illégitime de ces mêmes ressources, c'est à dire par les mouvements rebelles. Si on retient cette définition, on peut donc considérer que Charles Taylor a acquis la légitimité qui lui faisait défaut en tant que chef du NPFL en devenant chef de l'Etat. De même en Sierra Leone, où certains dirigeants du RUF intégrèrent le gouvernement après l'accord de Lomé, signé le 7 juillet 1999 (Global Witness 2006).

On voit donc bien la partialité du lien de causalité établi entre mouvements rebelles et atrocités, et donc en creux, du lien entre usage légitime des ressources et absence de violations des droits de l'homme. Cette vision du conflit tend à stigmatiser les mouvements rebelles, et en particulier le Revolutionary United Front (RUF), alors même que la majorité des acteurs impliqués dans le conflit ont procédé à l'extraction du diamant (Rozès 2003). Cette définition exprime donc une prise de position claire en faveur du gouvernement en place contre les mouvements rebelles.

Le rôle joué par cette campagne dans la définition de l'agenda international est d'autant plus intéressant à étudier que certaines analyses théoriques ont influencé les productions des ONG de défense des droits de l'homme, sans que celles-ci en aient nécessairement conscience.<sup>iv</sup> Le concept d'«Etat fantôme», développé par Reno pour décrire le développement de réseaux commerciaux informels en Sierra Leone est par exemple utilisé par l'ONG Global Witness, mais sans jamais être référencé.

L'influence de William Reno est également sensible, à travers les mesures concrètes du processus de Kimberley, qui consiste tout d'abord en une certification des diamants bruts par les gouvernements des pays exportateurs (lieu de production et de destination notamment), puis en un contrôle des diamants taillés par les firmes diamantifères. Celles-ci se sont ainsi engagées à empêcher la commercialisation des « diamants de la guerre » en vendant des diamants qui soient *conflict free*, et à former les employés sur la problématique des diamants de sang. La volonté de lutte contre la formation des réseaux commerciaux informels dénoncés par Reno est claire.

L'ONG Global Witness reprend également le langage des organisations internationales, en particulier celui de la Banque Mondiale, en faisant référence aux *conflict drivers* étudiés par Paul Collier. Si dans ce cas, la source n'est pas non plus référencée, la provenance est

néanmoins relativement transparente, dans la mesure où le concept de *conflict drivers* a été largement développé par la Banque Mondiale (Global Witness 2006).

#### INTERNATIONAL CRISIS GROUP, VECTEUR DE SAVOIR ?

Le registre d'ICG est très différent de celui des ONG de défense des droits de l'homme. A cheval entre expertise et plaidoyer (*advocacy*), entre *think tank* et ONG, ICG cherche à adopter une démarche novatrice censée améliorer la prévention des conflits. Entre diplomatie traditionnelle et diplomatie parallèle, l'expertise est un moyen d'action non étatique dont le but est d'influencer les acteurs étatiques et trans-étatiques. Cependant, si ICG est reconnue sur la scène internationale et développe une activité originale, son poids limité dans la création de normes d'action collective ne lui permet pas d'être considéré comme un acteur à part entière de la diplomatie parallèle.

Comme le rappelle Gareth Evans, le président d'ICG :

L'activité principale d'International Crisis Group est (...) de dire aux gouvernements ce qu'ils ne veulent pas entendre, et les obliger à faire ce qu'ils ne veulent pas faire. (...) Ce qui rend Crisis Group vraiment spécifique c'est le type de plaidoyer que nous faisons. C'est un style très direct de face à face avec des décideurs de haut niveau, et ceux qui les influencent. Nous sommes réellement capables de parler aux gens qui comptent *dans un langage qu'ils comprennent*.

Et Wesley Clark—commandant en chef des forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de 1997 à 2001—de continuer: 'Ils extraient l'information de la situation locale, puis c'est « packagé », formaté et résumé de façon à être adaptable par les praticiens.' L'idée de *packaging*, également utilisée par Stephen Ellis est particulièrement intéressante (2007).

Il est difficile de démontrer ou de déterminer de façon exacte l'influence réelle d'ICG sur les pratiques de la communauté internationale, et cette relation de causalité mériterait de faire l'objet d'une étude spécifique. On doit néanmoins tenir compte des témoignages des chercheurs et des acteurs internationaux, qui considèrent généralement ICG comme une organisation particulièrement influente.<sup>9</sup> Si on accepte cette idée, celle de *packaging* prend alors tout son intérêt, et on peut donc émettre l'hypothèse qu'ICG fonctionne alors comme un véritable vecteur de savoir.

Il est clair à la lecture des différents rapports d'ICG sur le Liberia et la Sierra Leone que les références théoriques sont nombreuses et assumées, à la différence des productions provenant des ONG de défense des droits de l'homme précédemment évoquées. L'idée est de rendre les approches théoriques intelligibles pour les décideurs. Il en est ainsi de la pensée de William Reno par exemple, dont le concept d' 'Etat fantôme' est utilisé avec récurrence par ICG (2004). Il existerait, selon les auteurs du rapport, un phénomène cyclique permettant aux Etats d'osciller entre 'fantômes' et 'faillis'. Au Liberia et en Sierra Leone, la guerre aurait ainsi dégradé les conditions de survie de l'Etat, qui de 'fantôme' serait devenu 'failli'. A contrario, les 'Etats faillis' pourraient, dans certaines circonstances recouvrir leur ancien statut, afin d'éventuellement le surmonter.

Aucune indication d'une éventuelle mutation de l' 'Etat fantôme' en 'Etat failli' n'existe cependant chez Reno. Il n'est aucunement fait état d'une telle éventualité, et l' 'Etat fantôme' n'est d'ailleurs pas considéré comme une étape vers la faillite de l'Etat. ICG utilise donc un concept très spécifique, développé par un chercheur spécialiste de la Sierra Leone, afin d'en tirer des conclusions opérationnelles, telles que la nécessité pour la communauté internationale de rester impliquée dans le pays sur le long terme. Les auteurs en concluent également qu'un processus de paix mené avec succès—c'est à dire conformément aux procédures habituelles—peut quand même échouer, compte tenu de la spécificité des défis posés par les 'Etats fantômes'.

Cet intérêt pour les 'causes profondes des conflits' (*root causes*) est également sensible à travers les références aux travaux de Paul Richards sur l'aliénation des jeunes sierra léonais, et en particulier sur leur accès à la propriété de la terre et au mariage. Les auteurs des différents rapports sur la Sierra Leone font également référence au débat opposant Richard Fanthorpe et Paul Richards au sujet des chefferies rurales, et traitent, bien que succinctement, des différents travaux réalisés par ces auteurs en tant que consultants (ICG 2004).

### **INFLUENCE DES THEORIES SUR LES PRATIQUES AU LIBERIA ET EN SIERRA LEONE**

Les missions de maintien et de rétablissement de la paix ont pris une nouvelle dimension après la guerre froide, la fin de l'affrontement entre les deux superpuissances ayant permis, outre leur multiplication, l'adoption d'un modèle libéral ambitieux, caractérisé par de nouvelles méthodes de construction de la paix et de la démocratie. Près de vingt ans après l'adoption de ce modèle, l'incapacité de la communauté internationale à l'adapter aux spécificités locales est toujours criante, empêchant ainsi la résolution des 'causes profondes' des conflits. Or toute situation conflictuelle étant, par définition, ancrée dans l'histoire et la culture d'une société donnée—contrairement à ce qu'on peut lire dans certaines théories globalisantes—, l'application systématique d'une même ingénierie ne peut que se révéler insuffisante.

Dans cette optique, les analyses théoriques spécifiques sont susceptibles d'influencer la prise de décision et les pratiques de reconstruction, et donc de permettre une meilleure prise en compte de ces 'causes profondes'. L'influence des approches globalisantes risque au contraire de véhiculer des schémas de pensée simplifiés, et de masquer ainsi la complexité et l'imbrication des facteurs explicatifs d'un conflit donné. Or l'attention reçue par les différents types d'approches dépend des types d'acteurs, mais aussi des situations spécifiques. La popularité des thèses 'néo-barbares' dans les milieux décisionnels américains peut ainsi permettre d'expliquer en partie une approche dogmatique de la reconstruction au Liberia, qui contraste avec la tentative britannique de prendre en compte les spécificités du conflit sierra léonais.

### **PRISE DE DECISION ET 'BARBARIE' AFRICAINE**

'La compréhension qu'ont les décideurs des comportements des autres est formée par leurs propres convictions, motifs et intentions, et les mènent parfois à mal interpréter les signaux

venant des autres' (Haas 1992). Perçu au travers du prisme des représentations occidentales du continent, on ne s'étonnera donc pas que la 'violence spirituelle' (Ellis 1995) d'Afrique de l'Ouest ait été régulièrement interprétée comme un retour de la barbarie. Au début des années quatre-vingt dix, la perception américaine du conflit libérien 'se fonde sur les perceptions traditionnelles à l'égard de l'Afrique, opposant le chaos et la violence des sociétés locales aux interventions extérieures, pacificatrices et organisées' (Fromentin 1994). Fromentin montre en outre que les Américains perçoivent les crises africaines à travers leur propre culture et leurs propres préoccupations, nées du contexte social des Etats-Unis, avec 'une focalisation particulière sur les thèmes de la violence aveugle, du surarmement et de la drogue qui renvoient à la crise urbaine américaine' (1994). En l'absence d'un gouvernement fort, le Liberia a donc alors été considéré comme plongeant dans le 'chaos' ou 'l'anarchie.'

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas non plus du succès rencontré par Kaplan au sein de l'administration américaine du début des années quatre-vingt dix.<sup>vi</sup> Celles-ci ne peuvent néanmoins être retenues comme facteur explicatif de la non-intervention américaine au Liberia, vraisemblablement décidée avant même la publication du fameux article de Kaplan (*The Coming Anarchy*).<sup>vii</sup> Celui-ci constitue d'ailleurs une transcription théorique du discours dominant plutôt qu'une approche réellement innovante.

Cette décision s'explique en partie par l'incapacité des dirigeants américains à prévoir les conséquences pratiques d'une éventuelle intervention, qui confirme l'idée de Peter Haas que la complexité permet de tester les limites de la compréhension humaine. Le cas libérien reflète clairement une situation d'incertitude où, conformément à la définition donnée par Alexander George, les décideurs font leurs choix sans disposer de l'information nécessaire à la détermination des différents résultats de leur spectre d'actions possibles. Or c'est justement dans ces situations d'incertitude que le recours aux communautés épistémiques peut s'avérer utile, car celles-ci sont susceptibles de proposer des possibilités d'action, ainsi que les résultats escomptés de ces mêmes actions (Haas 1992).

Dans ce cas précis, rien ne semble pourtant montrer qu'il y ait eu recours à une source de connaissance extérieure avant la prise de décision. Par contre, l'article de Kaplan a semble-t-il joué l'un des rôles d'une communauté épistémique tels que définis par Peter Haas (1992), en servant de justification à la politique de *wait and see* de l'administration américaine, tout en permettant à celle-ci de se décharger sur l'Economic Monitoring Group (ECOMOG) de la responsabilité d'une intervention armée.

La dénonciation du régime de Taylor par les responsables américains confirme également l'influence des théories relatives aux guerres de ressources, et l'assimilation des conflits de la région du fleuve Mano à des luttes pour le contrôle du commerce des diamants et du bois tropical. Bellamy, du Département d'Etat américain, affirmait ainsi en 2000 que le gouvernement libérien ressemblait à 'gang criminel' dont Taylor serait le leader (Corey 2002). Ce type de discours se retrouvait également dans les prises de position de responsables britanniques adoptant la vision d'un pays livré au banditisme. Tony Blair, alors Premier ministre, qualifiait également le RUF de 'gang criminel', tandis que Clare Short, ministre du développement et de la coopération, décrivait les membres du RUF comme des 'criminels qui coupent les mains et éventrent les femmes' (Alao 1999). A posteriori, Robin Cook se félicitait que les troupes britanniques aient 'repoussé les rebelles du RUF, qui menaçaient de replonger le pays dans la terreur et l'anarchie' (2001).

L'idée de chaos et de barbarie, qui a confirmé l'administration américaine dans son immobilisme vis-à-vis de l'Afrique de l'Ouest, a par contre eu une résonance tout à fait différente au Royaume-Uni, où les coûts d'une position attentiste ont pu apparaître plus clairement aux tenants de l'interventionnisme libéral de Tony Blair. La crise sierra léonaise allait en effet constituer un premier test de la nouvelle politique étrangère britannique, supposée rompre avec la *'realpolitik étroite'* menée par le gouvernement précédent et apporter un contenu plus éthique (Kargbo 2006). Cette nouvelle volonté allait être symbolisée par l'intervention en Sierra Leone, menée par les britanniques au nom de la lutte contre la 'barbarie'.

Le discours dominant, s'il contribue à la définition de la politique, ne peut néanmoins être tenu pour déterminant principal de la prise de décision en au Liberia et en Sierra Leone. Reste à savoir si les analyses théoriques jouent un rôle sur le terrain, dans la définition des politiques à mener et les méthodes employées.

#### L'ACTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU LIBERIA : LA 'CHECKLIST OPERATIONNELLE'

Les théories géopolitiques catastrophistes 'à la Kaplan' ont vraisemblablement eu une portée nettement moins importante sur les praticiens présents sur le terrain que sur les décideurs politiques. Pour autant, ceux-ci n'ont pas porté beaucoup plus d'attention aux 'causes profondes' du conflit libérien. L'action de la communauté internationale au Libéria a plutôt consisté en l'application de ce que Béatrice Pouligny définit comme 'l'ingénierie' que 'les membres d'une mission de paix ou d'une agence onusienne apportent dans leurs bagages' (2003). Cette 'checklist opérationnelle' (ICG 2004) comprend notamment 'grammaire démocratique formelle, règles visant le rétablissement d'un Etat de droit, procédures de désarmement et de réintégration des anciens combattants, réformes économiques et administratives', et varie assez peu d'une situation à l'autre (Pouligny 2003).

Cette approche n'est pourtant pas dénuée de présupposés théoriques et repose en grande partie sur l'idée d'une reconstruction nécessaire des 'Etats faillis'. Elle prend donc largement en compte la question de la nature de l'Etat, régulièrement mise en avant par les chercheurs comme l'une des 'causes profondes des conflits', sans pour autant être étudiée de manière différenciée en fonction des différences de contextes. Holsti plaide dès 1991 pour des Etats forts comme 'ingrédient[s] essentiel[s] à la paix au sein et entre les sociétés humaines'. On ne peut d'ailleurs s'empêcher de voir une allusion au conflit libérien quand il décrit l'alternative à l'Etat comme une 'fragmentation en féodalités, un gouvernement de gangs, des massacres communautaires et le nettoyage ethnique' (1991).

Comme l'a écrit Manning :

La construction de la paix n'est rien de moins qu'une tentative de construction ou de reconstruction d'institutions politiques stables et de relations qui puissent former la base d'une administration politique d'après-guerre stable. Il s'agit, en d'autres termes, d'un processus de construction de l'Etat (2003).

Ainsi, au Liberia et en Sierra Leone, ‘toute une expertise commanditée par les institutions internationales sur les Etats « faillis » justifie l’idée que la guerre aurait fait table rase de l’histoire et des structures préexistantes, et que la reconstruction de l’Etat par la communauté internationale se ferait dans un vide’ (Marshall 2005). Le *package* ayant guidé les activités de ‘construction de la paix’ au Liberia repose donc sur l’idée illusoire qu’il est possible de reconstruire une société nouvelle après une guerre civile. L’imposition de la paix et de la démocratie ne peut en aucun cas suffire au rétablissement des ‘Etats faillis’. Cette approche souffre donc d’une réflexion conceptuelle insuffisante, et repose sur une vision décontextualisée de l’Etat.

Dans sa critique du modèle libéral de rétablissement de la paix, Roland Paris souligne ainsi que la non prise en compte des spécificités historiques et des causes profondes du conflit lors du processus de démocratisation du Liberia a conduit les différentes factions à reprendre les armes après les élections de 1997—les troupes gouvernementales de Charles Taylor étant confrontées à celles du Liberians United for Rehabilitation and Democracy (LURD) à partir de 1999 (2004). Les faits ont ainsi confirmé ce que Terence Lyons avait annoncé, à savoir les limites des accords d’Abuja d’août 1995 et de la Mission d’Observation des Nations Unies au Liberia (MONUL), trop peu d’attention ayant été accordée au problème plus profond de réconciliation et de reconstruction de relations sociales nécessaires à une sortie de conflit définitive (1999).

On peut d’ailleurs s’interroger sur les raisons de cette non prise en compte des réalités locales au Liberia. Les agences impliquées dans la reconstruction au Liberia n’ont vraisemblablement pas encouragé l’opérationnalisation de réflexions théoriques existantes, comme cela a pu être fait en Sierra Leone. A la suite de Reno, on peut surtout reprocher à l’approche américaine de résolution des conflits de privilégier l’identification de principes généraux de comportement détachés des spécificités locales, censés permettre de dégager des solutions généralisables sur une base scientifique, allant jusqu’à la création de modèles informatiques de prédiction des conflits (2001). Au contraire, l’approche britannique en Sierra Leone est beaucoup plus attachée aux spécificités culturelles locales.

#### L’ACTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EN SIERRA LEONE : ‘LE TRAITEMENT DES CAUSES PROFONDES ?’

Les britanniques ont en effet entamé des consultations avec des chercheurs dès le début de leur intervention en Sierra Leone, avec la volonté de déterminer la meilleure manière de reconstruire le pays. Les travaux de l’anthropologue Richard Fanthorpe ont par exemple eu une grande influence au sein du DfID, pour lequel il a travaillé, tandis que la Banque Mondiale s’attachait les services de l’anthropologue Paul Richards. Les autorités britanniques ont d’autre part recruté d’anciens administrateurs coloniaux, afin de bénéficier de leur connaissance de la Sierra Leone. L’expérience britannique de l’administration coloniale a donc certainement contribué à une meilleure compréhension des réalités du terrain, comme l’écrit Reno:

Héritier du legs institutionnel de l’administration britannique (*British rule*) de l’intérieur de la Sierra Leone de 1898 à 1961, l’administration du Premier ministre britannique Tony Blair semble avoir des idées plus claires que l’ONU et les Etats-Unis sur la stratégie politique et militaire à adopter dans

ce qui est devenu une société apatride. D'anciens administrateurs ont en effet participé aux discussions gouvernementales concernant la stratégie britannique en Sierra Leone. Et un ancien administrateur colonial est retourné en Sierra Leone pour engager des consultations sur les chefferies, pour tenter de comprendre les multiples revendications qui ont mené les chefs des communautés à prendre les armes (Reno 2001).

A ce sujet, le modèle durkheimien développé par Richards pour expliquer la guerre en Sierra Leone a clairement influencé les agences d'aide impliquées dans la reconstruction post-conflit, en particulier en ce qui concerne les programmes de décentralisation. Dans leur analyse de la guerre en Sierra Leone, Richards et Vlassenroot font ainsi appel au concept durkheimien de solidarité pour montrer que la guerre en Sierra Leone est une guerre anomique, qui s'explique par l'effondrement de la solidarité en raison de la faible densité d'interaction sociale de la société (2002).

Au risque de se voir reprocher une trop grande clémence à l'égard du RUF, Paul Richards rejette ainsi l'idée de guerre de ressources et considère cette rébellion comme un mouvement social de classes délaissées, en particulier de jeunes mineurs de diamants, exclus, et issus des zones rurales. Richards en conclue que le système de chefferie a été l'une des causes de l'éclatement du conflit, et qu'un nouveau conflit est inévitable à moins d'une réforme institutionnelle en profondeur (2001). En accord avec les conclusions de Richards, la majorité des agences d'aide ont ainsi considéré que ce système coutumier était oppressif et anti-libéral, et ont donc adopté un programme de décentralisation rapide supposé y mettre fin (Fanthorpe 2005). La réforme des institutions locales constitue en effet un élément essentiel de l'agenda du modèle libéral de 'construction de la paix' en Sierra Leone, où l'héritage de l'*indirect rule* britannique est particulièrement fort, et où les chefs locaux restent donc très impliqués dans tous les aspects de la politique locale.

Fanthorpe, très influent au sein du Department for International Development britannique (DfID), considère au contraire que la question des chefferies reste au centre d'une lutte intense pour le contrôle politique des régions rurales en Sierra Leone, et constitue à ce titre un élément important de la stabilisation de la Sierra Leone, aucune autre institution n'est aujourd'hui en mesure de les remplacer. Et Fanthorpe de conclure que, si les bailleurs demandent aux chercheurs des recommandations claires et simples à appliquer plutôt que reflétant la complexité locale, l'exemple de la décentralisation en Sierra Leone peut donner une leçon à l'approche libérale : le 'zèle réformiste' et les approches de 'prêt-à-porter' (*one size fits all*) peuvent aveugler les praticiens, les détourner des impératifs politiques qui lient les populations locales à des modes de gouvernance non libérale, et rendre ainsi les institutions 'démocratiques' en proie à la capture par les forces mêmes que ce projet était censé détourner (2005).

## CONCLUSION

Ainsi, il est difficile de donner une réponse à la fois claire et définitive à la question de l'influence des analyses théoriques sur les comportements et les pratiques des acteurs. Nous l'avons vu, l'exercice est long et complexe. Une telle recherche devrait en outre s'inscrire dans une réflexion plus large, en sus d'une analyse sociologique des organisations internationales et d'une étude du système cognitif des acteurs impliqués dans le processus de

décision. Robert Jervis a par exemple montré que les théories avaient un impact direct sur les perceptions, dans la mesure où elles influencent la classification (*labelling*) de l'information dans les mémoires individuelles et collectives. Les classifications encouragent ainsi la découverte de ressemblances entre les objets étudiés et ceux qui appartiennent à la même catégorie, ainsi que la création de barrières contre les informations non conformes à cette représentation (1976). Dans la région du fleuve Mano, les classifications constituent donc un obstacle à la prise en compte des spécificités historiques et culturelles locales.

A la question posée par Jervis : 'Do perceptions matter?', l'étude de l'influence des analyses théoriques sur les pratiques de reconstruction dans la région du fleuve Mano nous permet de répondre de manière positive. A la question centrale : 'Les analyses théoriques ont-elles un impact sur les décisions et pratiques des organisations internationales et des grandes puissances occidentales?', nous pouvons également répondre par l'affirmative, et tenter de dégager des tendances.

Nous pouvons ainsi conclure que les études de terrain, pointues et détaillées, relatives au Liberia et à la Sierra Leone, sont généralement ignorées des décideurs politiques. Au mieux, leur connaissance de ces travaux se limite à des versions vulgarisées, relayées par des réseaux d'expertise tels qu'ICG. Les théories plus générales, globalisantes, reçoivent par contre plus d'attention chez les décideurs. L'influence conjointe de ces théories sur un certain nombre d'acteurs permet alors l'émergence d'un discours dominant, plus à même d'influencer les perceptions des responsables politiques. En ce sens, le discours sur les 'nouveaux barbares' a certainement incité l'administration américaine à ne pas intervenir de manière conséquente au Liberia, tout en favorisant l'implication de la Grande Bretagne en Sierra Leone.

Inversement, il semblerait que les discours généraux sur les 'nouvelles guerres' et les 'nouveaux barbares' ne rencontrent que peu de succès chez les praticiens impliqués dans la reconstruction sur le terrain, tandis que ces derniers ont plus facilement recours à des études plus précises de chercheurs spécialistes des pays considérés. Ceci s'explique notamment par la différence de nature des acteurs, qui agissent par définition dans une temporalité différente. Les acteurs impliqués dans les opérations de 'construction de la paix' ne prennent néanmoins pas suffisamment en compte les spécificités locales des conflits, comme le montre l'exemple libérien. Les méthodes des agences présentes sur le terrain semblent en effet largement dépendantes de cultures bureaucratiques et nationales, plus que d'analyses spécifiques. Certaines études anthropologiques réalisées en Sierra Leone ont néanmoins une influence très nette sur les principaux bailleurs, les incitant ainsi à tenir compte des 'causes profondes' du conflit.

Les méthodes actuelles de 'construction de la paix' n'intègrent pas suffisamment les spécificités locales des conflits qu'elles sont censées résoudre. Dès lors que nous reconnaissons la complexité et la multiplicité des logiques de violence de l'après-guerre froide, il est important pour la résolution des conflits de prendre en compte les causes historiques et culturelles de cette violence, non seulement au niveau régional et national, mais aussi et surtout au niveau local.<sup>viii</sup> La résolution de ces conflits doit donc être abordée comme un processus de long terme, et non comme une formalité militaire destinée à vaincre les 'vestiges de la guerre' (Mueller 2004).

## REFERENCES

- Alao, A 1999. Diamonds are forever...but so also are controversies: diamonds and the actors in Sierra Leone's civil war. *Civil Wars*, 3(2): 46-64.
- Bigo, D 1998. Nouveaux regards sur les conflits? In M C Smouts (ed), *Les nouvelles relations internationales, Pratiques et théories*. Paris : Presses de Sciences Po, 1998.
- Bush, G 1990. *Toward a New World Order*. Discours prononcé lors d'une session jointe du Congrès des Etats-Unis, 11 septembre 1990.
- Châtaigner J M 2007. Personal Interview. 30 April, Paris.
- Cook, R 2001. 'Conflict Prevention in sub-Saharan Africa' 26 March. Available at: <http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1007029391647&a=KArticle&aid=1013618409984> [Accessed 15 July 2007].
- Corey, C W 2002. Liberia's Ability to Foment Regional Trouble is Contained. *The Washington File*, 11 December.
- Ellis, S 1995. Liberia 1989-1994: a Study of Ethnic and Spiritual Violence. *African Affairs*, 94: 165-197.
- Ellis, S 2007. Personal Interview. 24 May, Amsterdam.
- Enzensberger, H M 1995. *La grande migration*. Paris: Gallimard.
- Fanthorpe, R 2005. On the Limits of Liberal Peace: Chiefs and Democratic Decentralization in Post-War Sierra Leone. *African Affairs* 105: 27-49.
- Ferme M and Hoffman, D 2002. Combattants irréguliers et discours international des droits de l'homme dans les guerres civiles africaines: le cas des chasseurs sierra-léonais. *Politique africaine* 88: 27-48.
- Fromentin, C 1994. Analyse d'une décision de politique étrangère: l'intervention américaine en Somalie. Mémoire de DEA, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Paris.
- Global Witness 2006. The Truth about Diamonds. [online]. Available at: [http://www.globalwitness.org/data/files/media\\_library/7/en/the\\_truth\\_about\\_diamonds.pdf](http://www.globalwitness.org/data/files/media_library/7/en/the_truth_about_diamonds.pdf) [accessed 20 July 2007].
- Glucksman, A 1994. Les guerres à venir... *Politique internationale*, 65: 49-68.
- Haas, P 1992. Epistemic Communities and International Policy Coordination. *International Organization*, 46 (1): 1-35.
- Holsti, K 1991. *Peace and War: Armed Conflicts and International Order 1648-1989*. Cambridge: Cambridge University Press.

- International Crisis Group. 2004. *Liberia and Sierra Leone: Rebuilding Failed States*. Available at: [http://www.crisisgroup.org/library/documents/africa/west\\_africa/087\\_liberia\\_and\\_sierra\\_leone\\_rebuilding\\_failed\\_states.pdf](http://www.crisisgroup.org/library/documents/africa/west_africa/087_liberia_and_sierra_leone_rebuilding_failed_states.pdf) [accessed 15 July 2007]
- Jervis, R 1976. *Perceptions and Misperceptions in International Politics*. Princeton: Princeton University Press.
- Kaldor, M 2003. *Global Civil Society: an Answer to War*. Cambridge: Polity press.
- Kalyvas, S 2006. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kaplan, R 1994. The Coming Anarchy: How Scarcity, Crime, Overpopulation and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet ». *Atlantic Monthly*, February: 44-76.
- Kargbo, M 2006. *British Foreign Policy and the Conflict in Sierra Leone, 1991- 2001*. Bern: Peter Lang.
- Leboeuf, A 2007. Personal Interview. 19 April, Paris.
- Lyons, T 1999. *Voting for Peace: Postconflict Elections in Liberia*. Washington D.C.: Brookings Institution Press.
- Manning, C 2003. Local Level Challenges to Post-Conflict Peacebuilding. *International Peacekeeping*, 3 (10): 25-43.
- Marshall, R 2005. La France en Cote d'Ivoire, L'interventionnisme à l'épreuve des faits. *Politique Africaine*, 98.
- Minear, L and Scott, C and Weiss, T 1996. *The News Media, Civil War & Humanitarian Action*. Boulder: Lynne Rienner.
- Mueller, J 2004. *The Remnants of War*. Ithaca: Cornell University Press.
- Paris, R 1997. Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism. *International Security*, 22 (2): 54-89.
- Paris, R 2004. *At War's End, Building Peace After Civil Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Poulin, B 2003. La 'construction de la paix'. *Annuaire Français de Relations Internationales*, 4 : 791-799.
- Reno, W 2001. The Failure of Peacekeeping in Sierra Leone. *Current History*, 100 (646): 219-225.
- Reno, W 2002. La sale petite guerre du Liberia. *Politique Africaine*, 88.

- Richards, P 1996. *Fighting for the Rain Forest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*. London: International African Institute.
- Richards, P 2001. Are 'Forest' Wars in Africa Resource Conflicts? The case of Sierra Leone. In N Lee Peluso and M Watts (eds). *Violent Environment*. Ithaca & London: Cornell University Press, 2001.
- Richards, P and Vlassenroot, K 2002. Les guerres africaines du type fleuve Mano: Pour une analyse sociale. *Politique Africaine*, 88: 13-26.
- Rozès, A 2003. Financement des guerres civiles africaines. In J F Daguzan and P Lorot (eds). *Guerre et économie*. Paris : Ellipses.
- Rummel, R J 1995. Democracy, Power, Genocide and Mass Murder. *Journal of Conflict Resolution*, 39 (1).
- Ryfman, P 2004. Extension des solidarités et concentration organisationnelle : le cas des ONG. In G Devin. *Les solidarités transnationales*. Paris : L'Harmattan, 2004
- Van Creveld, M 1991. *The Transformation of War*. Toronto: Macmillian Collier Canada.
- World Bank, 2003. *Breaking the Conflict Trap*. Washington D.C.: World Bank.

---

<sup>i</sup> Romain Malejacq est titulaire d'un Master en Conflits et Sécurité, ainsi que d'un Master de Recherche en Sciences Politique des Relations Internationales de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, où il effectue actuellement sa première année de doctorat. Ses recherches portent sur l'intégration des seigneurs de guerre dans les processus de paix et de reconstruction en Somalie et en Afghanistan, où il a effectué plusieurs séjours de recherche.

<sup>ii</sup> Cette contribution est très largement inspirée du mémoire de master de l'auteur, portant sur le même sujet. Sont présentées ici de manière succincte les principales idées développées dans ce mémoire.

<sup>iii</sup> Au début de 1998, 'l'affaire Sandline' révéla l'implication de hauts fonctionnaires dans la livraison d'armes aux partisans du président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, en contradiction avec la résolution 1132 du Conseil de sécurité des Nations Unies, votée par le Royaume-Uni, suscitant l'intérêt de nombreux journalistes britanniques pour la situation en Sierra Leone.

<sup>iv</sup> Conclusions tirées d'entretiens menées dans le cadre du mémoire de recherche de l'auteur.

<sup>v</sup> Conclusions tirées d'entretiens menées dans le cadre du mémoire de recherche de l'auteur.

<sup>vi</sup> Ellis rapporte par exemple que Tim Wirth, *Under-Secretary for Global Affairs* au Département d'Etat, a faxé une copie du fameux article de Kaplan à toutes les ambassades américaines dans le monde (1995).

<sup>vii</sup> Une entrevue de l'été 1990 entre Herman Cohen, à l'époque *Assistant Secretary of State*, et James Baker, alors *US Secretary of State*, a vraisemblablement décidé du sort du Liberia. Ne pouvant parvenir, lors de cette entrevue, à déterminer ce qu'il adviendrait en cas d'intervention américaine au Liberia, Baker se serait complètement désintéressé de la question libérienne. A partir de ce moment, il semblerait que les rapports relatifs au dossier libérien ne soient jamais remontés jusqu'au plus haut niveau de responsabilités (Ellis 1995).

<sup>viii</sup> Stathis Kalyvas montre par exemple à quel point la violence a des racines locales, poussant même son analyse au niveau du village (2006).